

Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie

Tounsi M.

in

Padilla M. (ed.), Le Bihan G. (ed.).
La sécurité alimentaire en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 26

1995

pages 61-69

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI951141>

To cite this article / Pour citer cet article

Tounsi M. **Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie**. In : Padilla M. (ed.), Le Bihan G. (ed.). *La sécurité alimentaire en Méditerranée*. Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 61-69 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 26)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie

Mohamed Tounsi
CIHEAM/IAM, Montpellier (France)

Résumé. Les objectifs de la stratégie alimentaire adoptée en Algérie ont été longtemps déterminés par l'ambition d'un développement indépendant dont le noyau était l'industrialisation, avec pour corollaire le développement agricole, afin d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Dans ces conditions, le secteur des industries agro-alimentaires se développe mais le choix d'un modèle de consommation alimentaire va influencer sur le système technique et le type d'industrie mis en place. Des distorsions graves vont apparaître et contrarier durablement les objectifs de sécurité alimentaire. Face aux faibles performances agricoles et en raison d'une pression démographique forte dans le contexte d'une amélioration relative du pouvoir d'achat des consommateurs, le recours aux importations agricoles et alimentaires devient inévitable. Les limites du projet de politique agro-alimentaire indépendante capable d'assurer un certain seuil de sécurité alimentaire sont examinées. La mise en œuvre de la Réforme économique à partir des années 80 et les accords relatifs au Programme d'Ajustement Structurel en 1993 risquent d'être à l'origine de nouvelles contraintes sur le système agro-alimentaire.

Mots clés. Sécurité alimentaire – Industries agro-alimentaires – Industrialisation – Politique agro-alimentaire – Algérie.

Abstract. *The objectives of the food strategy adopted in Algeria have long been determined by the aim of independent development with industrialisation as the core and agricultural development as a corollary to ensure food security for the country. This has led to the development of considerable potential in the agrofood industry but the choice of a food consumption pattern influenced the technical system and the type of industry set up. Serious distortions emerged and formed a lasting hindrance to the food security objectives. Poor performance in agriculture and strong population pressure in the context of a relative increase in consumer purchasing power made agricultural and food imports inevitable. The limits of the independent agrofood policy capable of providing a certain degree of food security are examined. The implementation of economic reform from the 1980s onwards and the agreements concerning the structural adjustment programme in 1993 may prove to be the source of new constraints on the agrofood system.*

Keywords. Food security – Agrofood industry – Industrialisation – Agrofood policy – Algeria.

I – Introduction

Les projets de politique agricole et alimentaire adoptés en Algérie ont longtemps avancé comme préoccupation centrale la nécessité de définir une stratégie alimentaire dont l'objectif premier consistait à produire, par une série de mesures techniques, économiques et sociales, de façon à réduire la dépendance au marché mondial. Cette option était conforme à la démarche globale du développement économique et social qui affichait d'emblée, par un programme ambitieux dont le noyau était l'industrialisation, une volonté d'indépendance et de sécurité alimentaire du pays.

Les options algériennes largement industrialo-centristes ont développé deux axes importants :

- La construction d'une infrastructure industrielle articulée autour du rôle privilégié des hydrocarbures et des effets structurants de l'industrie lourde (métallurgie, sidérurgie, électromécanique et chimie). Plus tard, en aval de cette hyperstructure, a été édifié un complexe industriel capable d'offrir une large gamme de biens d'équipements – principalement destinés à satisfaire les besoins d'intensification de l'agriculture – et de produits de large consommation ; le secteur de l'industrie agro-alimentaire (IAA) y occupait une place déterminante.
- La dynamique d'un marché intérieur impulsant la croissance d'une agriculture fournie en intrants (mécaniques, chimiques...) par l'industrie locale qui elle-même réalise des performances en termes d'intégration et d'efficacité. Cette orientation en matière de développement avait pour premier effet attendu de favoriser un renforcement des relations agriculture-industrie et de promouvoir la satisfaction des besoins de la population, au centre desquels les besoins alimentaires.

Ces deux axes se trouvaient étayés par la nécessaire maîtrise technologique, partie intégrante de la volonté d'indépendance et de la sécurité que devait garantir l'édifice économique – la maîtrise technologique, objectif et moyen, passant nécessairement par le transfert des technologies modernes et adaptées.

L'adoption par le planificateur d'un certain modèle de consommation alimentaire va se traduire par des choix techniques qui influenceront le type d'industrie agro-alimentaire mis en place et qui vont constituer l'objet principal de notre réflexion.

Avant d'examiner les conditions d'évolution du secteur des IAA, il nous faut retracer à grands traits le cadre général du développement économique et social tel que le dessina le mouvement d'industrialisation qui marque les trois dernières décennies.

II – Industrialisation et stratégie agro-alimentaire

L'agriculture étant incapable de dégager des excédents et de mobiliser des recettes d'exportation, très vite la valorisation d'une ressource naturelle unique et prépondérante, les hydrocarbures, jouera un rôle décisif dans le modèle d'accumulation et sera à l'origine paradoxalement de nombreuses distorsions liées au trend d'évolution des recettes pétrolières.

Ce modèle en faveur d'une industrialisation rapide va absorber le plus gros des investissements. Il privilégiera, par remontée de filières, les secteurs industriels de base : sidérurgie et pétrochimie et se préoccupera d'assurer la promotion des autres branches des industries électromécaniques, métallurgiques, en vue de fournir en équipements divers les autres secteurs et, à l'arrière-plan, d'améliorer l'intégration intersectorielle et la satisfaction des besoins de consommation.

La structure de la Valeur Ajoutée (VA) de l'industrie à la veille du lancement des grands projets des années 70 montre que les industries de transformation procurent 33,6% de la VA totale (IAA, Industries électromécaniques, Chimie, Textiles et Cuirs et Matériaux de construction), laissant une part relativement faible pour les Mines et carrières (3,2%), Energie (5,6%) et Bâtiments et Travaux Publics (7,6%), tandis que les hydrocarbures réalisent déjà 50% de la VA. Ajoutons qu'entre 1963 et 1969, le volume des investissements industriels s'accroît considérablement, passant de 23 à 60% de l'investissement total annuel (le secteur des hydrocarbures, de la pétrochimie, de la sidérurgie et de la mécanique reçoivent à eux seuls plus de 45% du total).

1. Les deux phases du mouvement d'industrialisation

Les programmes planifiés retenaient l'horizon 1980 comme étape charnière mais des infléchissements de politique économique importants ont été opérés au-delà de cette date. Les nécessaires réformes de l'économie nationale et les restructurations en vue d'instaurer les conditions d'une économie de marché, ainsi que les mesures contraignantes d'ajustement structurel préconisées par les institutions financières internationales à partir du milieu des années 80, ont trouvé une issue fatale avec le rééchelonnement de la dette en 1993.

Dans une première phase et jusqu'en 1980, le projet national se constitue avec une priorité absolue aux investissements industriels qui passeront de 54% à 60% du volume total des réalisations (*Tableau 1*).

La particularité réside à trois niveaux :

- distorsion entre les branches industrielles en raison de la place privilégiée accordée aux hydrocarbures ;
- dérapages en matière de rythme et de structures d'investissement réalisés par rapport aux objectifs du plan (à la fin du 2ème plan quadriennal, l'industrie réalise 60,7% du total des investissements alors que l'objectif fixé était de 43,6 % seulement) ;
- insuffisantes réalisations en matière d'investissements agricoles (pour la même période, ils atteignent à peine 7,3% alors que le projet était de 13,2%).

L'accent est mis, dans tous les projets planifiés, sur la mise en place d'une « structure industrielle cohérente » favorisant l'intégration interindustrielle et la modernisation de l'appareil productif national.

Cet effort consacre certains secteurs industriels dont les taux de croissance de la VA industrielle moyenne sont élevés : hydrocarbures (4,8%), eau-énergie (17,7%), ISMME (16,3%), matériaux de construction (17,2%) et industries manufacturières (10,8%).

Après 1980, une nouvelle étape de l'industrialisation commence et si les principales orientations sont maintenues, les objectifs tels qu'ils ressortent des deux plans quinquennaux (1980-1984 et 1985-1989) vont se fonder sur le rattrapage des programmes précédents et inachevés. Ces derniers envisagent la correction des déséquilibres observés dans l'exécution des projets industriels et d'infrastructure. Les nouveaux plans renvoient à l'horizon 1990 la perspective d'une couverture plus complète des besoins sociaux et culturels d'une population déjà plus nombreuse et plus exigeante sur les conditions générales du cadre de vie (habitat, santé, éducation, alimentation). Les motivations pour la recherche d'une plus grande adaptation du système productif aux besoins vont aller de pair avec l'affirmation d'une volonté d'obtenir une meilleure efficacité (amélioration des capacités de réalisation et d'engineering, maturation des projets industriels et agricoles).

L'infléchissement est cependant plus important puisque cette période va ouvrir une perspective de refonte du système économique et social, considéré comme une pause dans le grand mouvement d'industrialisation, et se traduire tout au long de la décennie par une série de réformes et de restructurations des secteurs industriels et agricoles qui se fondent de plus en plus sur la nécessité de mettre fin à l'économie planifiée et de réunir les conditions du passage à l'économie de marché.

Au-delà de ces considérations préliminaires, les plans affichent des objectifs avec un taux d'accumulation plus faible pour l'industrie qui va s'établir autour de 38% de l'investissement total. Cela conduit à un réel ralentissement du rythme des investissements industriels au profit d'un rééquilibrage du rythme de développement des secteurs insuffisamment dotés dans la première phase : agriculture, hydraulique, habitat et infrastructures.

2. Les grandes lignes de la stratégie alimentaire

La stratégie alimentaire algérienne devait répondre aux options de développement choisies, et ce grâce aux fonds dégagés par le secteur industriel.

Plus prosaïquement, il s'agissait de réaliser les objectifs assignés à l'agriculture pour la satisfaction des besoins alimentaires et l'approvisionnement des industries de transformation. Des réformes structurelles, et des programmes d'investissement importants dans l'agriculture et l'industrie des biens d'équipement et des fournitures des intrants agricoles, devaient garantir la croissance de la production agricole.

En dehors d'une politique de soutien des prix à la production, il faut rappeler l'adoption jusqu'à la fin des années 80 d'une ligne stratégique de soutien des prix à la consommation des produits alimentaires sous le double effet :

- ❑ du contrôle et de la gestion par les structures étatiques (entreprises et offices publics) de la production et de la distribution ;
- ❑ d'un système très coûteux de subventions publiques des prix destinés à assurer une alimentation équilibrée et à bas prix des couches défavorisées de la population. Si les dépenses du fonds de compensation pour le soutien des prix se sont maintenues à des niveaux acceptables entre 1980 et 1987 (autour de 2 à 4 milliards de DA), elles ont connu une évolution remarquable, signe d'une très grave détérioration des principes de régulation de l'économie alimentaire et plus généralement du système économique, entre 1988 et 1991, en passant de 14 à 53 milliards de DA (la dévaluation du DA ayant connu elle-même un taux moyen de 150% durant la même période).

Le système alimentaire est construit sur la contribution de la production agricole nationale qu'il faut intensifier et sur l'installation d'un appareil productif industriel permettant d'assurer la transformation locale de ses produits pour mettre fin aux importations alimentaires du marché extérieur. Le système de prix articulé sur les coûts d'accès aux marchés des produits agricoles de base, en relation avec l'aisan-

ce financière procurée par les recettes pétrolières, vont être à l'origine des perturbations graves que nous examinerons plus loin.

III – Les IAA : dynamique et contraintes

Le rythme élevé des investissements industriels (parfois plus de 50% du PIB), associé à une pression démographique contraignante (la population a doublé en 10 ans), a entraîné une forte croissance de la demande interne.

Les industries alimentaires connaissent également une formidable avancée qui se traduit par la mise en place d'un potentiel de transformation industriel considérable. Mais les effets combinés de la croissance démographique et le niveau élevé de l'urbanisation agissent sur la consommation alimentaire qui connaît à son tour une évolution très nette en termes de structure, et par le recours de plus en plus massif aux importations de matières premières agricoles et de produits finis destinés à la consommation finale.

Ceci constitue un ensemble de contraintes, auquel s'ajoute la nécessité d'importer également les équipements industriels et autres accessoires et pièces de rechange, qui va peser lourdement sur le système alimentaire.

1. Un potentiel industriel considérable

Les industries agro-alimentaires ont connu une évolution très rapide en termes de capacité de production reflétée assez bien par les indices de la production industrielle. Entre 1969 et 1982, ces derniers atteignent pour les IAA une croissance moyenne annuelle de 7,2%, alors que l'ensemble de la production industrielle totalise 8,4% (12,5% hors hydrocarbures et 13,3% pour le total des industries manufacturières).

Les indices de la production des IAA, calculés au début des trois dernières décennies, confirment cette rapide croissance du secteur comparée au reste de l'industrie (*Tableau 2*).

Avec ses 11 branches (dont 9 alimentaires), le secteur des IAA regroupe 152 entreprises (de plus de 20 travailleurs) pour un effectif total de 71 000 emplois tandis que le seul secteur privé regroupe 38 822 employés dans 4 728 entreprises représentant dans ce secteur juridique 40,5% et 39,3% de l'emploi.

En 1990, on estime que les IAA assurent 40% de la production industrielle (hors hydrocarbures) se plaçant ainsi au premier rang tandis que sa contribution est de 22% à la VA totale. Mais ces industries paraissent bien modestes par rapport à l'ensemble de l'économie nationale : rapportées à la production brute totale, les IAA ne contribuent qu'à hauteur de 8,8% et la VA du secteur atteint à peine 3%. Avec presque 110 000 emplois, le secteur ne représente que 2,3% du volume total de l'emploi.

D'autres caractéristiques du secteur des IAA ressortent plus nettement à l'examen de la structure intersectorielle en ce qui concerne le chiffre d'affaires (CA) et l'emploi par branche en 1990 (*Tableau 3*).

Il convient alors de souligner que :

- les industries alimentaires sont fortement concentrées avec 22 grandes entreprises publiques fournissant 90% du CA du secteur et correspondant à un peu plus du 3/4 des emplois ;
- ce sont d'abord des industries de transformation des produits agricoles de base à faible production de VA, même si elles possèdent un coefficient de capital élevé. Les seules branches qui offrent une large gamme de produits relativement élaborés restent le lait (lait reconstitué, diverses glaces et crèmes, yaourts et fromage) et les corps gras (huiles de table et savonnerie diversifiée).

2. Résultats et contraintes

Les faibles performances agricoles ont entraîné le secteur des IAA dans leur non efficacité et ont mis à mal l'objectif de sécurité alimentaire, par l'autosuffisance.

L'agriculture se devait de nourrir la population et d'assurer l'approvisionnement de l'industrie de transformation, mais il faut admettre que les mesures de politique alimentaire ont conduit à prendre en charge prioritairement les besoins alimentaires sans cesse croissants de la population (en particulier celle des grands centres urbains) en la fournissant à bas prix (voir les mécanismes de soutien des prix à la consommation). C'est pourquoi les importations des produits alimentaires de base destinés à la consommation directe, ainsi que les produits et semi-produits agricoles destinés à l'approvisionnement de l'industrie, ont rapidement comblé les déficits de la production agricole locale.

A. Poids des importations

A la fin des années 60 la production agricole pouvait assurer plus de 90% des besoins alors que dès le début des années 80 elle ne suffit plus qu'à 30%. La balance commerciale agricole connaissait un revirement spectaculaire dès 1974 : le déficit s'installe durablement, remettant en cause les objectifs de l'autosuffisance alimentaire.

Le coût des importations alimentaires et des facteurs de production agricole évolue comme présenté dans le *Tableau 4*. Les seules importations alimentaires atteignent en 1990 1,9 milliards de \$ et en 1991 1,75 milliards de \$, représentant respectivement 19,5% et 22,5% des importations totales.

Ce resserrement des importations est assez significatif quand on examine la situation des importations agro-alimentaires en 1989 avec 2,63 milliards de \$, soit 27,8% du total. D'un autre côté et selon des estimations de la FAO, le coefficient d'autosuffisance alimentaire, mesuré en calories, atteint 24%. Il est cependant intéressant de noter que si pour les céréales et les légumes secs il avoisine 20%, il est de 38% pour le lait et de 11% pour les huiles végétales.

Voici un panorama des principaux produits :

- ❑ pour les céréales : 80% des semoules et farines commercialisées proviennent des importations en l'état ou sous forme de blés importés et transformés par l'industrie locale.
- ❑ pour le lait : les importations représentent 60% de la consommation totale alors qu'en 1990 le lait produit localement représente 35% de l'approvisionnement total (avec 30,4% de lait collecté et transformé par l'industrie). Les importations représentent 700 000 tonnes de poudre de lait écrémé et 170 000 tonnes de matières grasses lactées anhydres (MGLA). La facture de lait importé a évolué de 80 à 300 millions de \$ entre 1990 et 1992.
- ❑ pour les huiles alimentaires, les importations d'huiles brutes destinées à la raffinerie ont atteint 340 000 tonnes et représentent l'intégralité de l'approvisionnement industriel.
- ❑ pour le sucre, l'industrie algérienne est fondée exclusivement sur le raffinage de sucre brut importé alors que les installations de transformation sucrière ne fournissent guère que 20 à 30% des besoins pour une capacité de 300 000 tonnes (dont 80% sont exploités). Près de 600 000 tonnes de sucre sont importées directement par les offices publics chargés de la distribution.
- ❑ pour la transformation des fruits et légumes, l'activité de cette branche est pratiquement assimilée à la transformation de tomates en concentré. La capacité de traitement s'élève à 140 000 tonnes et se trouve pour 90% implantée à l'Est du pays. En 1990, seulement 33 000 tonnes de concentré ont été produites (représentant 175 000 tonnes de tomates) alors qu'on importait annuellement une moyenne de 45 000 tonnes de concentré. A partir de 1992, avec une production de 75 000 tonnes, le marché local a été approvisionné sans recourir aux importations.

C'est donc pour faire face à la rigidité de l'offre nationale des produits agricoles que s'est imposé le recours aux importations.

Bien que l'agriculture reste toujours un secteur d'activité économique et social important, elle ne représente, au seuil des années 90, que 11% de la VA totale et 11% du PIB. D'un autre côté le niveau des investissements destinés au seul secteur agricole tourne autour de 10% alors qu'il n'emploie plus que 25% de la population active.

Déjà en 1988, les importations alimentaires atteignaient 20% du total en valeur des biens et marchandises importés. C'est ce déséquilibre entre les ressources et la production nationale et les nécessaires

besoins de consommation alimentaire, souvent incompressibles, qui sera couvert par le recours au marché extérieur.

En définitive, il faut ajouter que l'agriculture a évolué à un rythme de croissance faible de 2,8% par an (en termes constants de 1986), c'est-à-dire à un rythme inférieur au taux de croissance démographique (la population augmente de 3,2% par an, tandis que le revenu par habitant progresse de près de 3,5%).

La relative progression de la production agricole affichée fin des années 70-début des années 1980, avec une croissance de 5% par an, ne concernait que les productions dites spéculatives (maraîchages et fruits, viandes et volailles) et était principalement attribuée à la libéralisation des prix de ces produits, ce qui avait pu induire une certaine relance de la production.

B. Aspects technologiques

Il est assez commun de caractériser le système technique industriel des IAA algériennes en insistant sur son caractère moderne, mettant ainsi en opposition les systèmes et structures de transformation traditionnelle des denrées de base et les technologies industrielles de transformation. Cette approche privilégie le contenu formel car, et malgré l'absence de travaux et études détaillées sur ces aspects technologiques, la nature essentielle de l'appareil de production des IAA est fondée sur des technologies courantes dont les principes de fonctionnement remontent au début du siècle.

Ce sont principalement des procédés technologiques, s'ils ne sont pas tombés en désuétude en d'autres lieux, représentatifs des trajectoires technologiques classiques dont la caractéristique fondamentale est le fonctionnement en cycle ou flux continu, c'est-à-dire conforme à un processus industriel faiblement automatisé.

Une des particularités de la modernisation évoquée est que les unités de production agro-alimentaire, implantées durant cette étape de l'industrialisation principalement par le secteur public, sont conçues sur la base de capacités importantes de transformation. Pour les céréales, par exemple, ce sont des moulins dits « standardisés » de 2000 à 4000 quintaux/jour de trituration ; leur principe de fonctionnement s'apparente à une technologie qui, depuis trente années, n'a pour l'essentiel pas connu de progrès significatif, en dehors de l'utilisation du transport par pneumatique (utilisation de l'air comprimé) des produits de la trituration, et également l'utilisation des systèmes de régulation électromécanique complétés par quelques commandes automatisées (tableau synoptique de suivi du processus de production).

Contrairement à l'industrie minotière des pays industrialisés (systématiquement automatisé avec introduction généralisée de la gestion de la production assistée par ordinateur), l'industrie algérienne emploie un effectif pléthorique à différents stades de la fabrication (surveillance, entretien et maintenance, manutention et emballage...).

La structure monopolistique, due à l'existence de grandes entreprises publiques, a favorisé l'acquisition d'ensembles industriels de taille imposante pour offrir rapidement une satisfaction des besoins du marché intérieur. Si l'effort de qualification et de formation a été considérable, soit par la formation universitaire et technique, soit par les structures d'apprentissage et de formation propres aux entreprises, il est incontestablement difficile de parler d'une réelle maîtrise technologique des processus de fabrication.

La maîtrise ne consiste pas, bien souvent, en un simple savoir opératoire, encore que les incohérences et défaillances qualitatives des produits mis en marché, s'ils répondent aux normes minimales d'hygiène alimentaire réglementaire, souffrent d'une irrégularité qualitative et quantitative déconcertante. Les difficultés liées par ailleurs au problème d'indisponibilité et de coûts en devise des pièces de rechange importées se ressentent sur l'état général du parc industriel.

Deux paramètres importants méritent d'être signalés :

- les choix technologiques ont été, pour les raisons avancées plus haut, dominés par le recours à des procédés et des technologies disponibles sur le marché mondial des équipements souvent fortement marqué par l'existence d'oligopoles, sinon de firmes d'équipementiers et d'ensembliers dominants dans le secteur agro-alimentaire. La nature de ces équipements électromécaniques répondait

au souci de disposer dans un délai relativement court, d'une capacité de transformation des produits de base. Ce sont donc essentiellement des technologies dites de première transformation (semoules et farines, huiles, savonneries, et sucres raffinés...) et quelques installations de seconde transformation (pâtes alimentaires, savonneries, chaînes de conditionnement de lait, fromages et yaourts) ;

- ❑ des progrès considérables ont cependant pu être réalisés en matière d'ingénierie alimentaire par la mise en place de structures d'ingénierie d'implantation et de réalisation de génie civil et par la création de bureaux d'études et d'ingénierie; mais force est de reconnaître que l'essentiel du parc industriel a été conçu et monté par les firmes étrangères aux dépens des capacités nationales qui auraient pu être mobilisées. Il en va de même du transfert réel de technologie souvent contrarié, par des mesures de fuite en avant, en faisant appel à l'exécution de contrats de réalisation d'unités industrielles « clés en main » puis « produits en main ».

Enfin, le recours massif aux importations de biens d'équipements (entre 1970 et la fin des années 80, les importations ont été multipliées par 15) en l'absence d'une capacité nationale de production pour assurer le renouvellement de l'outil industriel (sauf pour l'industrie céréalière qui dispose ces dernières années d'installations de fabrication d'équipements en cours de développement dans les deux secteurs publics et privés), accroît la dépendance des IAA et contredit profondément les objectifs de sécurité alimentaire.

Sans entrer plus avant dans le débat nécessaire sur le contenu véritable du transfert de technologie, il convient de noter que :

- ❑ le développement de l'appareil national de transformation des produits agricoles n'a pas bénéficié d'une amélioration qualitative de l'intégration au marché mondial. L'industrialisation a permis d'ouvrir des débouchés commerciaux importants aussi bien pour les firmes fournissant les équipements que pour les négociants et fournisseurs extérieurs de produits agricoles et alimentaires ;
- ❑ l'objectif de la maîtrise et de choix technologiques plus conformes à des perspectives d'indépendance et de sécurité alimentaire est loin d'être atteint en raison des faiblesses de l'organisation nationale de recherche scientifique et technique, qui n'a été que peu intégrée par la construction du système industriel. L'absence d'une politique nationale de développement industriel et technologique est patente.

Si ces observations méritent un examen approfondi ultérieur, on peut souligner quelques éléments d'une réflexion en cours sur cet ensemble de questions :

- ❑ Le modèle de développement des IAA a été fondé sur l'importation massive d'équipements technologiques et la promotion accélérée d'une main-d'oeuvre et d'un certain niveau d'encadrement technique appréciable. Il a pu se réaliser par des étapes successives d'installations industrielles « en ordre de marche » à des usines « en ordre de vente » des produits et a pu réduire considérablement l'assistance technique étrangère dès la fin des années 80.
- ❑ Les IAA algériennes se sont inscrites dans une certaine spécialisation et division internationale du travail comme marché captif des équipements et produits agro-alimentaires en raison du défaut d'intégration du tissu industriel national, du surdimensionnement des unités de production et enfin d'une inégale capacité réelle d'absorption technologique.

Il est clair que les conditions d'une maîtrise locale élevée de l'ingénierie ne sont pas réunies à l'échelon national et que les conditions de la concurrence internationale imposent des contraintes à l'accès sur les marchés extérieurs dominés par une offre de qualité à des coûts largement compétitifs.

Par ailleurs, il est admis que la régulation des politiques industrielles et technologiques est assurée de façon systématique et objective par les grandes firmes transnationales. C'est le cas dans les IAA lorsque l'on considère le niveau de l'ingénierie et les procédés technologiques proposés. Le transfert de technologie, tel qu'il a pu être réalisé durant cette phase de l'industrialisation, ne s'apparente-t-il pas à une simple délocalisation des industries dégageant une faible VA, issue de marchés où la demande intérieure en produit et équipements paraît saturée, donc non concurrentielle. Cela se répercute sur la nature des biens d'équipements et le type de technologie acquis ?

IV – Conclusion

La stratégie algérienne de développement a montré les limites d'un projet de politique agro-alimentaire indépendante, assurant un seuil de sécurité d'approvisionnement relativement fiable des besoins alimentaires de la population.

Malgré des progrès remarquables, cette industrialisation n'a pas contribué à assurer l'intégration recherchée.

La stagnation et/ou régression de la production face à l'accroissement continu de la demande interne dans un environnement économique et institutionnel marqué par des incohérences notables en matière d'équilibres macro-économiques – surendettement, désinvestissements, restructurations inachevées – est à l'origine du désancrage de l'appareil agro-industriel de son amont agricole.

Les IAA se sont ainsi trouvées intégrées de façon passive au marché international des produits agricoles et alimentaires.

Les programmes d'ajustement et de stabilisation, entamés timidement à partir des réformes de 1988, se sont accélérés avec l'accord stand-by signé en 1993 entre le FMI et l'Algérie. Ils risquent d'être à l'origine de nouvelles contraintes pour le système agro-alimentaire.

L'objectif de satisfaction correcte des besoins sociaux peut être remis en cause par le dispositif arrêté – dévaluation du dinar et renchérissement des matières premières importées indispensables au fonctionnement des IAA, suppression des subventions, etc. –, notamment si le filet social préconisé pour les catégories vulnérables de la population dans le cadre des accords avec les institutions de Bretton Woods se met en place difficilement et/ou de façon incohérente.

Bibliographie

- **Anonyme** (1994). Algérie-FMI. Quotidien *Liberté* du 10/04/1994, p.7
- **Anonyme** (1994). Entretiens avec M. Benachenhou. Quotidien *El Watan* du 06/04/1994, p.2. Dossier spécial sur les négociations avec le FMI.
- **Banque Mondiale** (1988). *Algérie : agriculture, une nouvelle opportunité pour la croissance*. Rapport Banque Mondiale.
- **Bulletins statistiques de l'ONS et du Ministère de l'Agriculture**, sér. statistiques B.
- **INESG** (1989). *Indépendance alimentaire, éléments de stratégie*. Alger : INESG.
- **Ollivier M.** (1985). L'économie algérienne vingt ans après 1966 : l'indépendance nationale en question. *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXIV. Ed. du CNRS.

Tableau 1. Structure des investissements réalisés en Algérie (%)

	Pré-Plan (67-69)	1. Plan Quad. (70-73)	2. Plan Quad. (74-77)	Inter-Plan (78-79)	1. Plan Quinq. (80-84)	2. Plan Quinq. (85-89)
Agriculture	20,6	12,0	7,3	7,9	10,6	13,9
Industrie, y compris hydrocarb.	53,6	57,4	60,7	61,7	37,8	30,4

Source : MPAT, rapports généraux du Plan.

Tableau 2. Les indices de la production industrielle

	1970	1980	1990
IAA	37,6	72,3	118,4
Total industries	20,7	57,6	108,9

Base 100=1984

Source : ONS, statistiques production industrielle, 1993.

Tableau 3. Chiffre d'affaires et emploi dans les IAA en 1990

	CA (10 ⁹ DA)	CA en % du total IAA	Effectif en % par branche
Céréales	7	33	38,6
Lait	3	17	11,3
Corps gras	1,5	8	7,4
Sucres	1,5	8	2,8
Conserves fruits & légumes	1,2	6	5,7
Boissons non alcoolisées	1	-	-
Boissons alcoolisées	1	-	-

Source : Fonds de participation agro-alimentaire et Bulletin statistique des productions industrielles, 1993.

Tableau 4. Coût des importations alimentaires et des facteurs de production

	1963	1973	1983	1990
Total des produits alimentaires	0,8	1,27	9,8	18,32
Total facteurs de production	0,2	0,7	1,5	2,8

En milliards de DA et prix courants.

Source : INESG, Rapport Banque Mondiale.



Classe Verdier.